

📖 ÉTUDE

LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DU 10^e ARRONDISSEMENT

ÉVALUATION À MI-PAROURS DU CONTRAT DE VILLE
DE PARIS 2015-2020 – VOLET 1

AVRIL 2019





Directrice de la publication : **Dominique ALBA**

Étude réalisée par : **Corentin ORTAIS, Marina RIBEIRO**

Sous la direction de : **Emilie MOREAU**

Cartographie et traitement statistique : **Marie-Thérèse BESSE, Christine DELAHAYE, François NGUYEN, Guylène RANDAL, Anne SERVAIS**

Photos et illustrations : **Apur sauf mention contraire**

Mise en page : **Apur**

www.apur.org

19P060101

Sommaire

INTRODUCTION	4
1. Géographie prioritaire du 10^e arrondissement	6
2. Secteur Est 10^e	8
QP Buisson Saint-Louis - Sainte-Marthe (Grand Belleville 10 ^e)	16
QVA Saint-Maur - Parmentier	18
QVA Grange-aux-Belles	20
3. Secteur Les Portes Ouest 10^e	22
ANALYSE QUALITATIVE	30
ENJEUX PRIORITAIRES	31

INTRODUCTION

Prévue par la loi du 21 février 2014, l'évaluation du Contrat de ville s'articule en deux étapes : à mi-parcours de la mise en œuvre du contrat et à la fin du contrat. L'évaluation à mi-parcours vise pour le territoire parisien à mettre à jour l'analyse des quartiers de la politique de la ville, à cibler les interventions du contrat de ville sur les problématiques les plus essentielles, à remobiliser l'ensemble des partenaires signataires et à se donner les moyens à l'issue du contrat de mesurer les avancées en y associant les habitants.

La mise en œuvre de cette évaluation à mi-parcours sur le territoire parisien se décline en deux volets :

- Le volet 1 prévoit une analyse l'évolution des quartiers prioritaires et de leurs enjeux : l'objectif est de s'interroger sur le diagnostic initial et contribue ainsi à une prise de recul par rapport au travail quotidien dans les territoires.
- Le volet 2 prévoit la construction d'un référentiel d'évaluation du contrat de ville et des projets de territoires : l'objectif est de pouvoir mesurer, en fin de parcours, l'effectivité (ce qui a été fait),

l'efficacité des actions entreprises (les résultats obtenus et attendus au regard des objectifs définis), ainsi que leurs impacts.

L'Atelier parisien d'urbanisme apporte un appui sur ces volets 1 et 2. Dans le cadre du volet 1, le diagnostic des évolutions de la géographie prioritaire parisienne a été réalisé à plusieurs échelles : une analyse de la géographie prioritaire parisienne dans son ensemble et une analyse détaillée par territoire.

Ce document présente l'analyse territoriale de la géographie prioritaire du 10^e arrondissement : la situation et l'évolution récente des quartiers prioritaires et des quartiers de veille active de l'arrondissement. Ces analyses statistiques ont été complétées par une approche plus qualitative, en lien avec les équipes territoriales et les conseils citoyens des arrondissements.

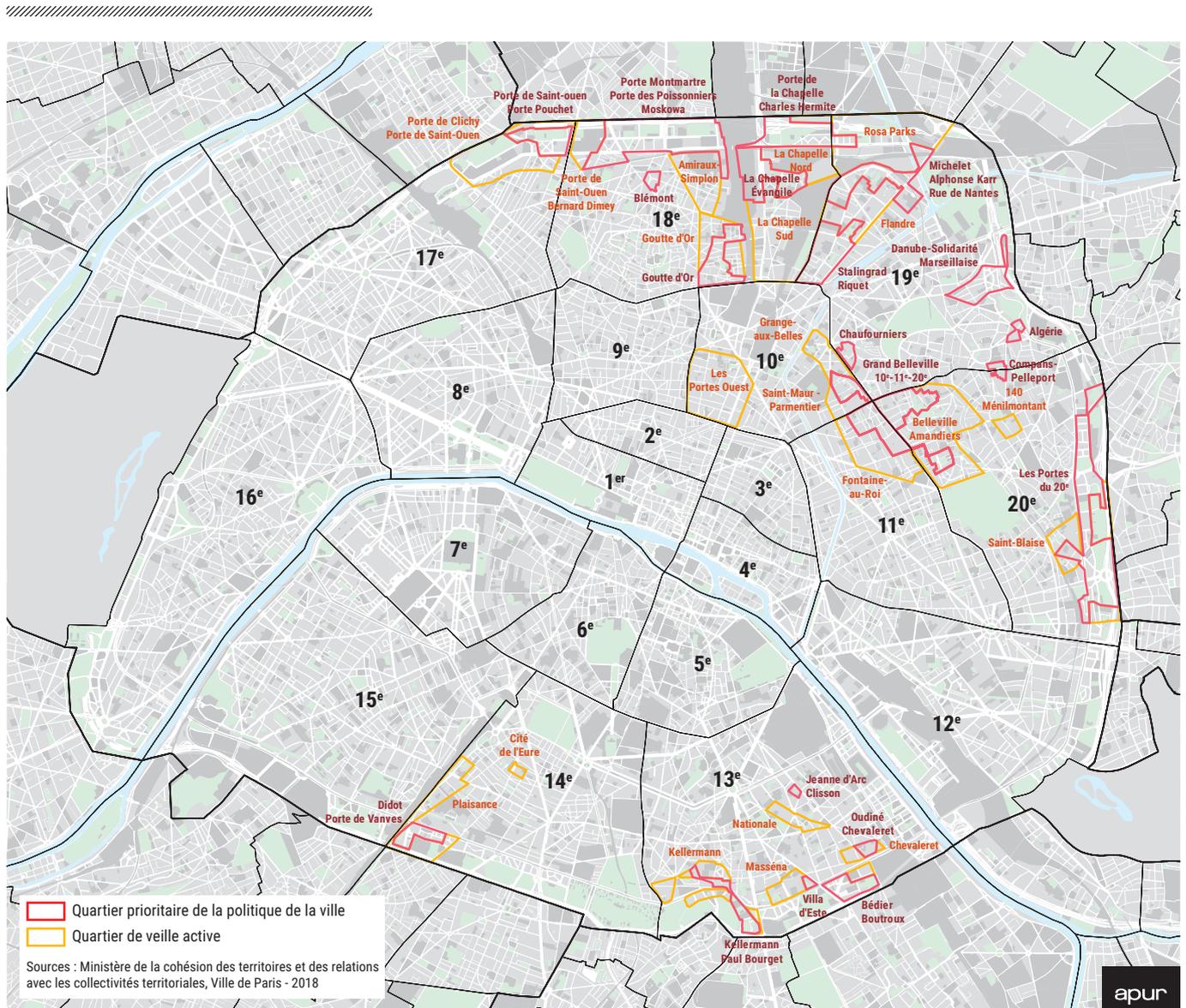
NOTE MÉTHODOLOGIQUE

La mise en œuvre des analyses a été réalisée à partir de l'Observatoire des quartiers prioritaire parisiens, mis en œuvre par l'Atelier parisien d'urbanisme depuis 2006. Cet outil statistique est composé de plus de 150 indicateurs sur plusieurs thématiques : démographie, précarité, activité économique, chômage, petite enfance, éducation, logement et cadre de vie, etc. Il permet d'identifier les enjeux des territoires et d'apprécier la situation des quartiers et de leurs évolutions par rapport à Paris.

Les données sont disponibles aux périmètres statistiques établis sur la base des « îlots regroupés pour l'information statistique » (IRIS) qui constituent la brique de base en matière de diffusion de données à l'échelle infra-communale. Dans la plupart des cas, les périmètres statistiques définis sont proches des périmètres réels, mais pour certains quartiers plus petits les analyses sont fragilisées.

Les données exploitées sont principalement issues du recensement de l'Insee dont le dernier millésime date de 2014. L'analyse prend en compte les évolutions dans les quartiers pour la période 2009-2014 (période de 5 ans nécessaire pour analyser les évolutions statistiques). Quelques données complémentaires sont analysées à une période plus récente : les données de la CAF de Paris (2012-2016), du Rectorat de Paris (2013-2017), de la base de données sur les commerces de l'Apur (2011-2017). Ces analyses permettent d'apprécier les dynamiques en cours et les enjeux associés mais ne peuvent pas permettre d'appréhender le changement de situation engendré par les actions du contrat de ville depuis sa signature en 2015.

LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (QPV) EN 2018



PÉRIMÈTRES STATISTIQUES DES QPV DU 10^e ARRONDISSEMENT

Secteurs	Quartiers	N° IRIS
Secteur Est 10 ^e	Buisson Saint Louis - Sainte-Marthe (Grand Belleville 10 ^e) (QPV)	751104002 ; 751104005
	Saint-Maur - Parmentier (QVA)	751104001 ; 751104003
	Grange-aux-Belles (QVA)	751104006 ; 751104007 ; 751104010
Secteur Ouest 10 ^e	Les Portes Ouest (QVA)	751103801 ; 751103802 ; 751103803 ; 751103804 ; 751103805 ; 751103806 ; 751103906

Note : Le périmètre statistique est plus large que le périmètre réglementaire pour le quartier de veille active Grange-aux-Belles.

1.

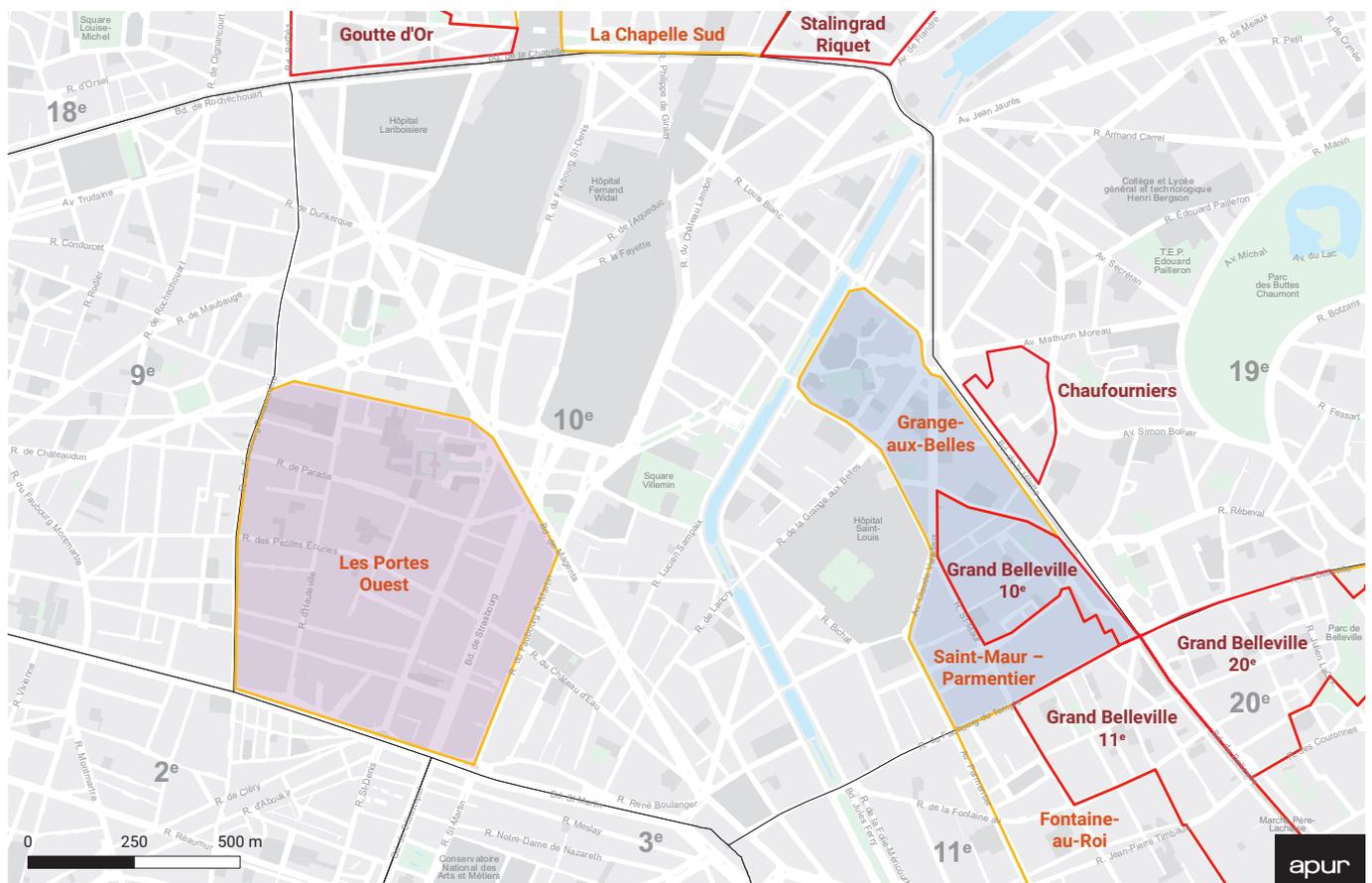
Géographie prioritaire du 10^e arrondissement

Le 10^e arrondissement regroupe deux secteurs :

- **Le secteur Est 10^e**, composé du quartier prioritaire Buisson Saint-Louis - Sainte-Marthe (Grand Belleville 10^e), du quartier de veille active Grange-aux-Belles et quartier de veille active Saint-Maur - Parmentier
- **Le secteur Ouest 10^e**, composé du quartier de veille active Les Portes Ouest.

Au total, la géographie prioritaire du 10^e arrondissement rassemble 38 200 habitants, soit 41 % de la population de l'arrondissement, sur une superficie de 97 hectares, soit un tiers de la superficie de l'arrondissement (34 %).

LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE – PARIS 10^e



Politique de la ville

- Quartier prioritaire
- Quartier de Veille Active

Secteur

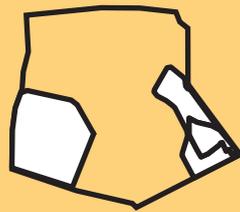
- Ouest 10^e
- Est 10^e

CHIFFRES CLÉS



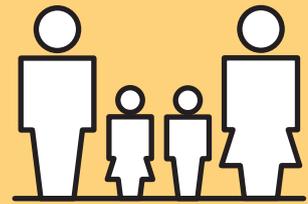
38 200

habitants
soit **41 %**
de la population
de l'arrondissement



97

hectares
soit **34 %**
de la superficie
de l'arrondissement



15 %

de foyers à bas revenus
(**12 %** à Paris)



47 %

de cadres
(**47 %** à Paris)



18 %

d'emplois précaires
(**14 %** à Paris)



11 %

des ménages mal-logés
(**9 %** à Paris)

2.

Secteur Est 10^e

Situé à l'est du 10^e arrondissement, le secteur est composé du quartier prioritaire Buisson Saint-Louis - Sainte-Marthe (Grand Belleville 10^e), du quartier de veille active Grange-aux-Belles et du quartier de veille active Saint-Maur - Parmentier.

Les indicateurs font état d'une réduction globale des écarts socio-démographiques entre le secteur et le reste du territoire parisien sur la période récente: une baisse de la population jeune, une baisse de la part des familles monoparentales, une baisse de la population de nationalité étrangère, une hausse de la part des cadres parmi les

actifs, une augmentation moins rapide du nombre de demandeurs d'emploi. Le quartier prioritaire conserve toutefois des problématiques spécifiques: une précarité des emplois plus importante, une hausse de la part des jeunes en difficultés d'insertion professionnelle, ainsi que des situations de mal-logement plus marquées.

INDICATEURS DE CONTEXTE

Secteur Est 10 ^e	Données sur le secteur		Données de comparaison (en taux % ou en valeur)			Évolution de l'indicateur sur 5 ans (en pts ou en taux d'évolution %)			
	Année	Secteur	Ensemble QP	10 ^e	Paris	Secteur		Paris	
Superficie (en ha, y compris les bois)	2017	44	706	289	10538				
Nombre d'habitants	2014	19 236	172 343	92 228	2 220 445	-5,4%	↘	-0,6%	→
Part de moins de 25 ans	2014	28%	32%	27%	28%	-1,9	↘	-0,1	→
Part de 65 ans ou plus	2014	11%	13%	11%	16%	1,5	↗	1,5	↗
Part de cadres	2014	42%	23%	48%	47%	7,0	↗	1,9	↗
Part d'employés et ouvriers	2014	27%	49%	23%	25%	-9,4	↘	-2,1	↘
Part de population étrangère	2014	20%	21%	17%	15%	-3,5	↘	-0,4	→
Part de population sans diplôme	2014	24%	38%	20%	20%	-9,5	↘	-3,1	↘
Part de familles monoparentales	2014	30%	39%	27%	29%	-2,2	↘	0,7	→
Part de foyers à bas revenus	2016	18%	26%	14%	12%	-0,9	→	0,6	→
Nombre de logements	2014	11 689	82 586	58 476	1 362 182	-0,5%	→	0,7%	→
Part des résidences principales occupées par des locataires du parc locatif social	2014	20%	61%	10%	18%	-3,7	↘	1,0	↗
Part de ménages en situation de mal-logement	2014	11%	11%	11%	9%	-2,5	↘	-1,1	↘
Part de ménages résidant dans leur logement depuis moins de 2 ans	2014	15%	10%	17%	15%	0,3	→	-0,4	→
Nombre d'établissements SIRENE	2016	1 202	5 296	12 496	212 587				
Nombre de salariés estimés	2016	8 773	53 844	103 046	1 861 423				
Taux d'activité 15-64 ans	2014	78%	72%	81%	77%	-0,2	→	1,1	↗
Part de demandeurs d'emplois cat. ABC parmi la population active de 15-64 ans	2014	22%	25%	19%	16%	13,0%	↗	21,8%	↗
Part des jeunes de 16-25 ans NEET	2014	15%	17%	10%	9%	0,9	→	0,5	→

Sources : Insee, recensement 2009 et 2014 ; SIRENE 2016 ; CAF 2012 et 2016 ; Pôle Emploi 2009-2014



© Apur - Arnaud Dubois Fresney

RUE DU BUISSON SAINT-LOUIS (BUISSON SAINT-LOUIS - SAINTE-MARTHE, 10^e)



Une population vieillissante et des habitants plus souvent en emploi

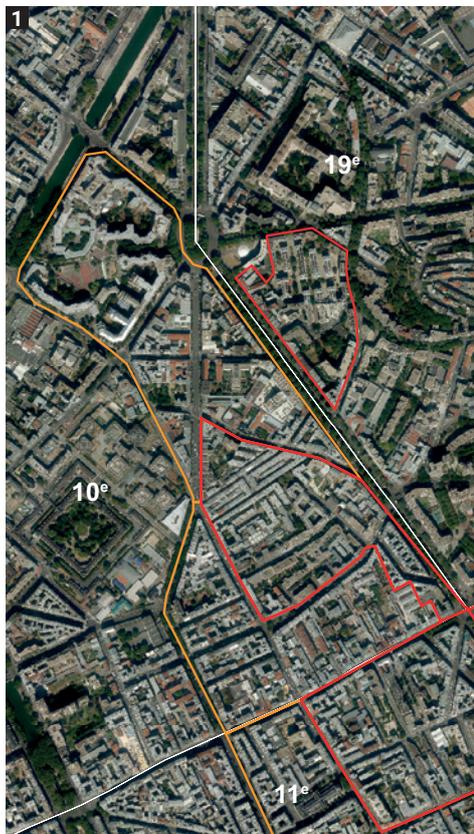
Le secteur compte 19 200 habitants, soit une densité de population importante de 440 habitants à l’hectare (210 à Paris). Le nombre d’habitants est en baisse sur la dernière période (-5 % d’habitants entre 2009 et 2014), en particulier dans les quartiers de veille active (-8 %). Le secteur connaît un vieillissement démographique avec une population âgée de moins de 25 ans en baisse (-2 points) et une population âgée de 65 ans ou plus en hausse (+1,5 point). Les habitants de nationalité étrangère sont moins nombreux : leur proportion dans la population a fortement baissé depuis 2009 (-3,5 points), en particulier dans le quartier de veille active Saint-Maur - Parmentier (-10 points).

La structure de la population active a évolué sur la période récente : les

cadres et professions intellectuelles supérieures sont devenus majoritaires (42 % des actifs ; +7 points) et les ouvriers/employés sont à l’inverse moins nombreux (27 % ; -9 points). Si le taux d’activité est élevé (78 %), les emplois précaires sont plus nombreux dans le secteur, en particulier au sein du quartier réglementaire (22 % d’emplois précaires contre 16 % en moyenne dans les quartiers prioritaires).

En termes d’insertion professionnelle, le nombre de demandeurs d’emploi inscrits à Pôle Emploi (catégorie ABC) a augmenté moins rapidement dans le secteur (+13 % entre 2009 et 2014) qu’en moyenne à Paris (+22 %). Les jeunes sont particulièrement touchés par les difficultés d’insertion professionnelle : on observe **une hausse de la part des jeunes ni en emploi ni en étude**, en particulier dans les quartiers de veille active.

SECTEUR EST 10^e



1 SECTEUR EST 10^e

- Quartier prioritaire de la politique de la ville
- Quartier de Veille Active

2 PLAN DE SITUATION

- équipement
- espace vert, cimetière, sport
- activité économique
- infrastructure de transports

Source : Apur - 2017

3 ÉQUIPEMENT COMMERCIAL

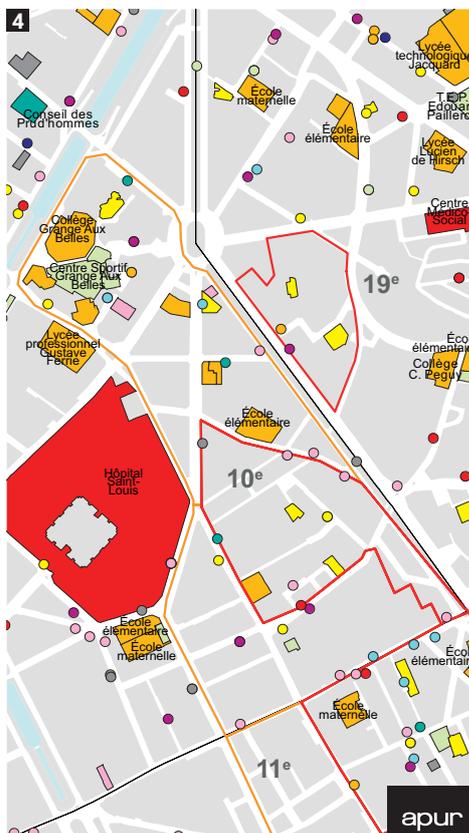
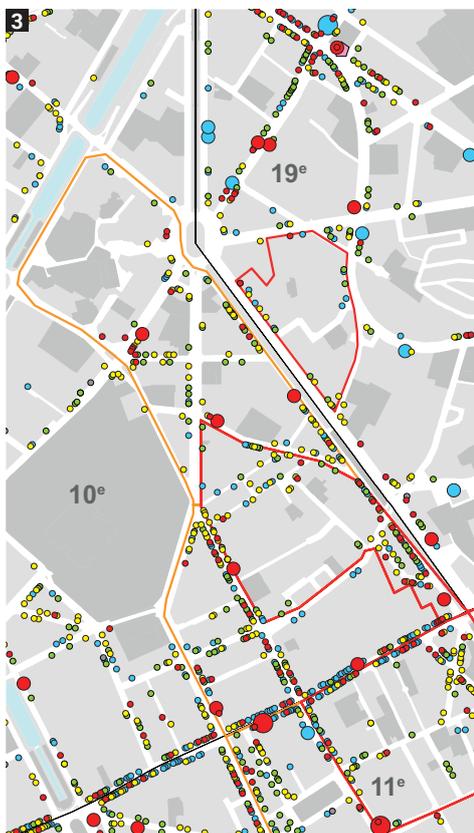
Type de commerce

- alimentaire
- non alimentaire
- café, restaurant
- service, agence
- commerce de gros

Surface du commerce (pour les commerces alimentaires et non-alimentaires uniquement)

- plus de 1 000 m²
- de 300 à 1 000 m²
- moins de 300 m²
- centre commercial
- marché couvert

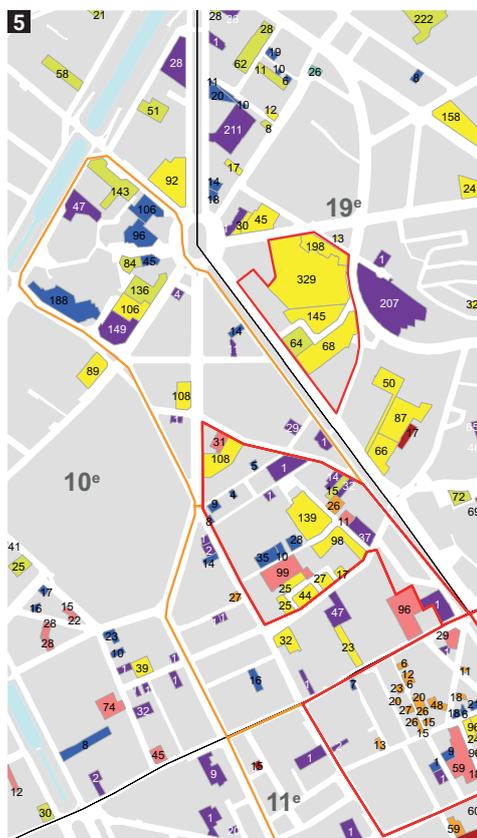
Source : Bdcom - 2017



4 ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

- jeunesse
- petite enfance
- sport
- culture
- emploi
- service
- santé
- hébergement pour les jeunes
- hébergement pour les personnes âgées
- hébergement pour les personnes en difficulté

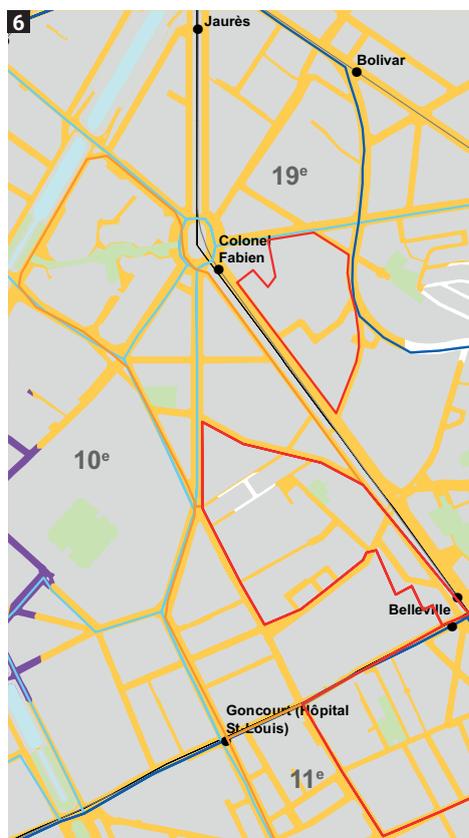
Source : Apur - 2017



5 LOGEMENTS SOCIAUX PAR CATÉGORIE DE PROPRIÉTAIRE

- Adoma
- Batigère
- Habitat Social Français
- Immobilière 3F
- Logement Francilien
- Paris Habitat
- Rivp
- Sablère
- Sageco, Efidis
- Sgim, Semidep, Elogie
- Siemp
- Autres bailleurs

Source : RPLS Version Loi 01/01/2017



6 ACCESSIBILITÉ DES GARES ET STATIONS DU RÉSEAU TC LOURD

- gare RER et Transilien
- station de métro
- station de tramway
- bus mobile et noctilien
- autre bus
- accessibilité réelle à 500 m (soit 7 mn à pied)
- accessibilité réelle à 1 km (soit 15 mn à pied)

Source : STIF - 2017, BDTopo IGN - 2016



7 RÉPARTITION DE LA VÉGÉTATION

Hauteur de la végétation

- plus de 10 m
- de 1 à 10 m
- moins de 1 m

Source : Apur photo proche infrarouge - MNE - MNT 2015 - © Aérodata



8 MIXITÉ ACTIVITÉ / LOGEMENT

Dominante activité

- 90 à 100 %
- 80 à 90 %
- 70 à 80 %

Dominante logement

- 90 à 100 %
- 80 à 90 %
- 70 à 80 %
- pas de dominante
- espace vert, cimetière
- aire de stockage, voie ferrée...

Sources : MAGIC DGFiP 2013-2016, DRIEA 2013



Un habitat privé dominant et la présence de plusieurs centres d'hébergement d'urgence

Le secteur correspond à un tissu dense où se côtoient des immeubles anciens occupés par des locataires du parc privé et des logements sociaux. Si la part des foyers en situation de mal logement a baissé (-2,5 points entre 2009 et 2014), elle demeure importante au regard de la moyenne parisienne (11 % des ménages contre 9 % à Paris).

Le secteur se caractérise par **des situations de précarité marquées**, en lien avec l'implantation de plusieurs structures d'hébergement d'urgence dans le périmètre (hôtels sociaux, centres d'hébergement). Cette caractéristique pose des **problématiques d'accès aux droits** pour la population hébergée. Le 10^e arrondissement est celui qui concentre le **nombre le plus important de sans-abri à Paris** : 400 sans-abri ont été décomptés dans l'arrondissement lors de la Nuit de la Solidarité le 15-16 février 2018, soit 13 % des sans-abri décomptés à Paris contre seulement 4 % de sa population.

Un évitement scolaire marqué dans le collège de la Grange-aux-Belles

Parmi les habitants, le secteur compte 540 collégiens et 522 lycéens. La majorité d'entre eux sont scolarisés dans un établissement public (77 % des collégiens et 81 % des lycéens). Deux collèges font partie de la sectorisation du périmètre : le collège de la Grange-aux-Belles et le collège Françoise Seligmann. Classé en REP, le collège de la Grange-aux-Belles voit ses effectifs baissés entre les rentrées 2013 et 2017 (-180 élèves). **Le taux de réussite au brevet est plus faible dans cet établissement qu'en moyenne à Paris (67 % contre 90 %)**. Une action « secteur multi-collèges » avec le collège Louise Michel et le collège de la Grange-aux-Belles devrait se mettre en place à la rentrée 2019. **Le collège Françoise Seligmann** voit à l'inverse ses effectifs augmenter (+40 élèves entre 2015 et 2017), et se diversifier puisqu'il accueille

COLLÈGES SITUÉS DANS LA CARTE SCOLAIRE DU SECTEUR

	Effectif total		Part de PCS défavorisées		Part de boursiers		Taux réussite au DNB	
	2013	2017	2013	2017	2013	2016	2013	2017
Collège de la Grange-aux-Belles (REP)	500	322	31%	30%	40%	43%	56%	67%
Collège Françoise Sélmann *	259	297	37%	28%	46%	45%	98%	91%
QP ou - 300 m d'un QP	15064	14355	36%	36%	40%	39%	71%	83%
Paris	84720	83474	14%	14%	18%	18%	86%	90%

Source : Rectorat de Paris (2013, 2016, 2017)

Note : les PCS défavorisées correspondent aux élèves dont la personne de référence est de PCS ouvrier, retraité ouvrier et employé, inactif (chômeur n'ayant jamais travaillé, personne sans activité professionnelle)

*Données 2015 ou 2016 car données 2013 et 2014 non disponibles

des élèves de composition familiale mixte (28 % d'élèves de catégories sociales défavorisées et 29 % de catégories sociales favorisées).

Un maillage associatif et d'équipement public important

Dans un rayon de 300 mètres, **le secteur a une densité d'équipements importante** (52 équipements pour 10 000 habitants dans le quartier prioritaire contre 38 à Paris). **Plusieurs équipements de proximité y sont implantés** : la médiathèque François Villon, le centre sportif à Grange-aux-Belles, des équipements dédiés à la jeunesse et à la petite enfance (centres d'animations), des hébergements pour les personnes âgées, ainsi que des structures en faveur de l'emploi (agence Pôle Emploi). En revanche, le secteur ne compte pas d'équipements DJS ni d'antenne de la Mission Locale. Bien que l'hôpital Saint-Louis soit à proximité directe, les acteurs de terrain encouragent le recours à une offre de santé en dehors des urgences.

L'offre associative est importante, avec par exemple la présence d'un Resto du cœur à Grange-aux-Belles et de l'association Colombbus dédiée à l'accès au droit et à l'inclusion numérique. **Plusieurs structures dédiées à l'apprentissage du français** sont également implantées : Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants, cours municipaux pour adultes, Centre social Aires 10, Association d'assistance scolaire linguistique et culturelle, etc.

Des activités de commerces de gros et des locaux vacants

Dans un rayon de 300 mètres autour du secteur, on compte une densité commerciale plus faible qu'en moyenne à Paris et une vacance commerciale plus élevée (13 % des locaux contre 9 % à Paris). Composé d'un parc d'habitat privé, le secteur dispose de peu de rez-de-chaussée appartenant aux bailleurs sociaux disponibles pour l'implantation d'activités commerciales ou associatives. Le secteur présente toutefois une vitalité commerciale le long de la rue du Faubourg du Temple et du boulevard de la Villette.

Les activités de commerces de gros sont surreprésentées (23 % des locaux dans le quartier prioritaire contre 16 % à Paris), tout comme les commerces alimentaires (entre 10 % et 11 % des

locaux contre 9 % à Paris). Si les locaux de moins 50 m² sont majoritaires, plusieurs locaux sont plus grands (entre 300 et 1000 m²): des superettes (Franprix, LDL, G20), des magasins spécialisés (Bio C Bon, Picard), des commerces non alimentaires (M. Bricolage, Petit équipement du foyer) et des locaux d'activités tertiaires (banque et administration). Un turn-over important des commerces est constaté par les habitants et l'équipe de développement local. Entre 2014 et 2017, les changements d'activités des locaux commerciaux ont concerné 26 % des locaux à Buisson Saint-Louis - Sainte-Marthe, 21 % à Grange-aux-Belles et 24 % à Saint-Maur - Parmentier (21 % à Paris).



© Apur - Arnaud Dubois Fresney

RUE DU BUISSON SAINT-LOUIS (BUISSON SAINT-LOUIS - SAINTE-MARTHE, 10^e)



© Apur - Arnaud Dubois Fresney

BIBLIOTHÈQUE F. VILLON, BOULEVARD DE LA VILLETTE (GRANGE-AUX-BELLES, 10^e)

Des problématiques d'espace public

Le secteur dispose d'une **bonne desserte en transports en commun** (lignes 2 et 11) et la plupart des habitants se situent à moins de 7 minutes à pied d'une station de métro. La coupure liée à la présence du canal rend toutefois difficile **les déplacements est/ouest** à l'intérieur de l'arrondissement.

Le secteur compte peu d'espaces verts : on compte un faible taux de végétation de l'espace public (de 5 à 12 %, contre 24 % à Paris). Les squares Amadou-Hampaté Bâ et Juliette Dodu, ainsi que le jardin du Chalet comptent parmi les rares espaces verts du secteur.

Le secteur connaît des enjeux liés à l'usage de l'espace public. Situé à proximité des gares, d'hôpitaux et du canal, il attire des populations nombreuses

et diverses. De nombreuses personnes en situation de rue ont été recensées lors de la nuit de la solidarité. Il existe des problématiques de **prostitution à Belleville, de trafic de drogue dans le nord du secteur, ainsi que des rixes** entre les quartiers Grange-aux-Belles et Chaufourniers.

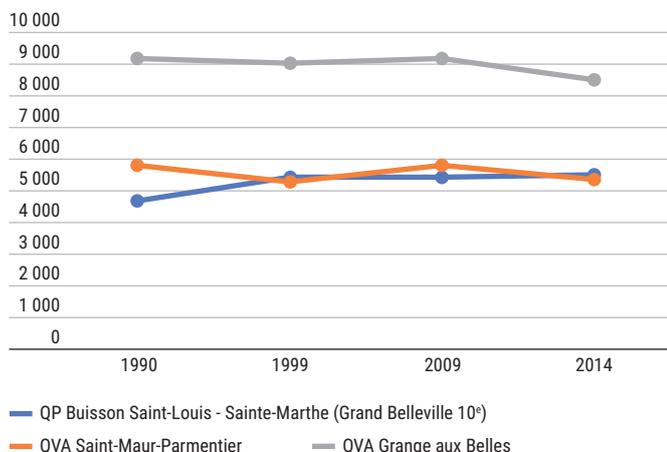
Des réalisations du budget participatif liées à l'éducation, l'environnement et l'espace public

Une quinzaine de réalisations du budget participatif sont localisées dans le secteur : des réalisations dédiées aux écoles et à la jeunesse (réduction de bruit dans les cantines scolaires, rénovation de préaux, aménagement d'un gymnase au collège de la Grange-aux-Belles), à l'environnement (végétalisation de rues, aménagement du

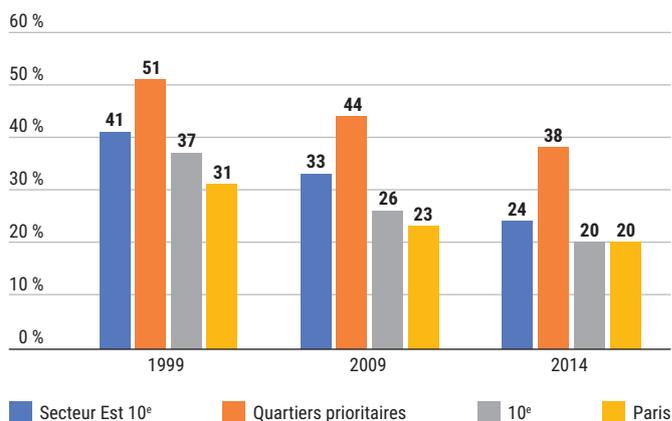
square Amadou Hampaté Bâ) et à l'espace public (aménagement de la place du Colonel Fabien, création d'espaces verts partagés, installation de mobilier urbain à la Grange-aux-Belles, élargissement de trottoirs, aménagement d'un parcours sportif).

En outre, deux nouvelles traversées piétonnes vont être créées sur le canal Saint-Martin. Par ailleurs, la Fédération des associations pour l'intégration des migrants asiatiques a reçu une subvention afin de rénover ses 3 locaux rue du Buisson Saint-Louis.

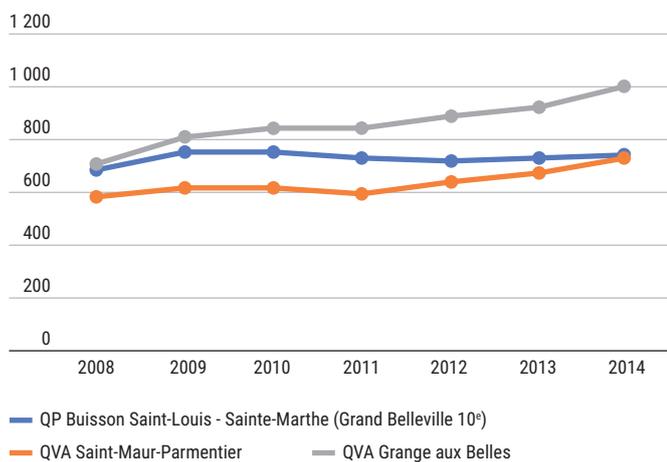
ÉVOLUTION DE LA POPULATION



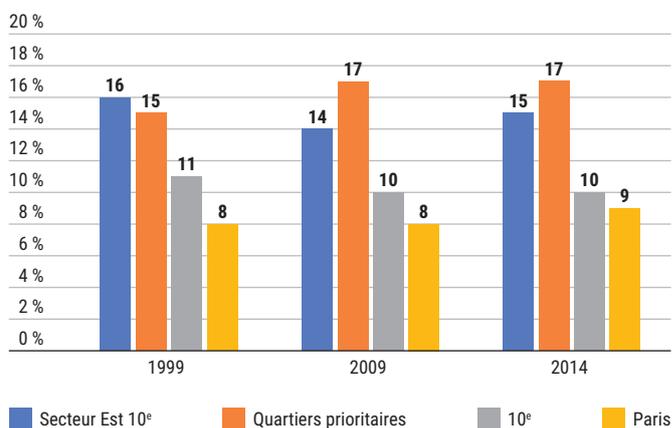
ÉVOLUTION DE LA PART DE LA POPULATION SANS DIPLÔME PARMIS LES NON SCOLARISÉS ÂGÉS DE 15 ANS OU PLUS



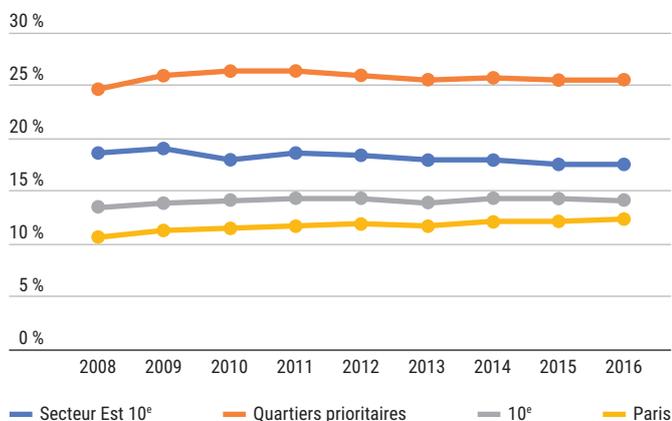
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIE A, B, C)



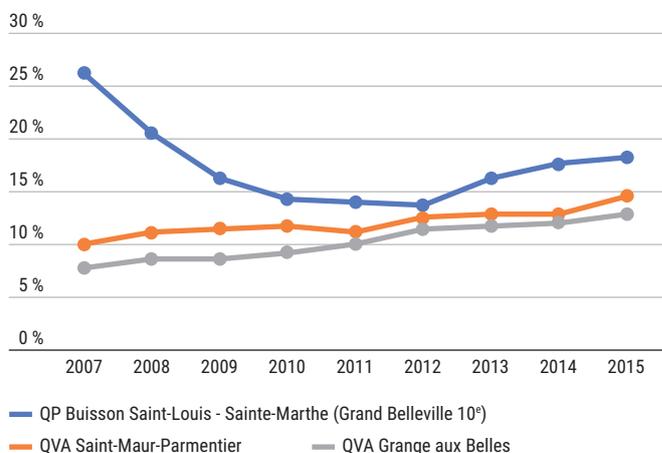
ÉVOLUTION DE LA PART DES JEUNES NI EN EMPLOI NI EN ÉTUDE PARMIS LES JEUNES ÂGÉS DE 16 À 25 ANS



ÉVOLUTION DE LA PART DES FOYERS ALLOCATAIRES À BAS REVENUS PARMIS L'ENSEMBLE DES MÉNAGES



ÉVOLUTION DE LA PART DES DEMANDEURS D'UN LOGEMENT SOCIAL PARMIS LES MÉNAGES



Sources : Insee recensements de la population, CAF de Paris, Pôle Emploi

QP Buisson Saint-Louis - Sainte-Marthe (Grand Belleville 10^e)

Le quartier prioritaire a **une densité de population importante et stable** puisqu'il regroupe 5 500 habitants sur une surface de 9 hectares (610 habitants à l'hectare contre 210 à Paris). Un tiers des résidents est âgé de moins de 25 ans (31 %), les personnes âgées de 65 ans et plus sont à l'inverse minoritaires (6 % des habitants contre 16 % à Paris). **Plus d'un foyer sur cinq est un ménage à bas revenus** dans le quartier (22 % contre 12 % à Paris), une proportion qui a toutefois fortement baissé (-6 points entre 2012 et 2016).

Si le taux d'activité des habitants est plus important qu'en moyenne dans les quartiers prioritaires (76 % vs 72 %), celui-ci est en baisse (-2 points entre 2009 et 2014), en particulier le taux d'activité des femmes (73 %; -4 points). **La structure des actifs résidents a évolué sur la période récente** : les cadres et professions intellectuelles supérieures sont devenus majoritaires (37 % des actifs; +7 points), et la proportion d'ouvriers et d'employés a fortement baissé (32 % des actifs; -10 points). **Les emplois précaires sont plus nombreux** qu'en moyenne dans les quartiers prioritaires : 22 % des actifs de 15 ans ou plus occupent un emploi précaire (CDD, intérim, apprentissage) contre 14 % à Paris (16 % dans les QP).

En termes d'insertion professionnelle, **le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi stagne** depuis 2009 (745 demandeurs d'emploi catégorie ABC) alors qu'il progresse de +22 % à Paris. **La part des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle baisse** sur la période (-4 points), mais reste similaire à la moyenne des quartiers prioritaires (17 % de jeunes ne sont ni en emploi ni en étude).

Le quartier dispose d'un parc de logements de 2 600 résidences principales dont 48 % occupées par des locataires du parc privé, 29 % par des locataires du parc social et 19 % par des propriétaires. Le parc de logements est davantage marqué par des situations de mal-logement : **15 % des foyers sont en situation de mal-logement** (11 % en moyenne dans les QP). Le quartier compte par ailleurs des ménages habitant le quartier depuis moins de 2 ans plus nombreux (17 % des ménages contre 10 % dans les QP), ce qui traduit **une mobilité résidentielle plus forte**. Sur la dernière période, **plusieurs logements sociaux familiaux ont été financés** (85 logements entre 2001 et 2017), en majorité en PLUS et en construction neuve.

En résumé

Les indicateurs font état d'une réduction des écarts socio-économiques entre le quartier prioritaire et le reste du territoire parisien entre 2009 et 2014 : une baisse de la part des foyers à bas revenus, une évolution de la structure des actifs caractérisée par l'augmentation de la part des cadres, un nombre de demandeurs d'emploi qui stagne, une baisse de la part des jeunes en difficultés d'insertion professionnelle. Le quartier prioritaire conserve toutefois des problématiques telles que le mal-logement et la précarité des emplois.

QP BUISSON SAINT-LOUIS - SAINTE-MARTHE (GRAND BELLEVILLE 10^e)

		Année	QPV	Ensemble des QPV	10 ^e	Paris	Évolution QPV		Évolution Paris	
1/ POPULATION ET COHESION SOCIALE										
Démographie	Superficie (en hectare, y compris les bois)	2017	9	706	289	10 538				
	Nombre d'habitants	2014	5 484	172 343	92 228	2 220 445	1,3%	↗	-0,6%	→
	Densité de population (à l'hectare)	2014	633	244	319	211				
	Part des habitants de moins de 25 ans	2014	31%	32%	27%	28%	-0,8	→	-0,1	→
	Part des habitants de plus de 65 ans	2014	6%	13%	11%	16%	-1,8	↘	1,5	↗
	Part des cadres parmi les actifs	2014	37%	23%	48%	47%	6,8	↗	1,9	↗
	Part des employés/ouvriers parmi les actifs	2014	32%	49%	23%	25%	-10,2	↘	-2,1	↘
	Part de la population sans diplôme parmi les non scolarisés	2014	27%	38%	20%	20%	-9,4	↘	-3,1	↘
	Part des familles monoparentales	2014	35%	39%	27%	29%	0,9	→	0,7	→
	Part des familles monoparentales fragiles	2014	18%	26%	10%	12%	-2,7	↘	0,0	→
	Part des familles nombreuses (3 enfants ou plus)	2014	18%	23%	17%	17%	-0,2	→	-0,1	→
Part des étrangers dans la population	2014	23%	21%	17%	15%	-1,7	↘	-0,4	→	
Revenus	Part des foyers à bas revenu	2016	22%	26%	14%	12%	-5,7	↘	0,6	→
	Part des ménages comprenant un allocataire du RSA	2016	12%	12%	7%	5%	-3,7	↘	0,1	→
	Nombre d'allocataires de l'AAH	2016	104	4 548	1 135	27 145	-22,4%	↘	1,9%	↗
	Nombre de bénéficiaires CMU-C	2014	454	22 872	6 211	122 974	-48,3%	↘	-19,1%	↘
Éducation et jeunesse	Part des collégiens inscrits dans un établissement public	2016	84%	86%						
	Part des lycéens inscrits dans un établissement public	2016	86%	89%						
	Taux de réussite au DNB	2016	91%	78%						
	Part des jeunes de 16 à 25 ans ni en emploi ni en étude	2014	17%	17%	10%	9%	-4,1	↘	0,5	→
	Part des jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés sans diplôme	2014	10%	9%	4%	4%	-0,5	→	-1,0	↘

2/ CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN										
Parc de logements	Nombre de logements	2014	3 069	82 586	58 476	1 362 182	0,0%	→	0,7%	→
	Part des résidences du parc privé	2014	48%	23%	47%	44%	2,3	↗	-0,8	→
	Part des résidences du parc social	2014	29%	61%	10%	18%	-3,9	↘	1,0	↗
	Part des résidences propriétaires	2014	19%	13%	37%	33%	1,6	↗	0,2	→
	Part des logements sociaux SRU parmi les résidences principales	2015	23%	66%	14%	19%	0,9	→	3,3	↗
	Part des demandeurs d'un logement social	2015	18%	22%	13%	11%	4,1	↗	3,2	↗
	Part des foyers en situation de mal-logement	2014	15%	11%	11%	9%	-0,9	→	-1,1	↘
	Part des logements sociaux dont le loyer est <6€/m²	2016	12%	26%	9%	18%				
Part des ménages résidant dans leur logement depuis -2 ans	2014	17%	10%	17%	15%	3,0	↗	-0,4	→	
Densité d'équipements	Équipements culturels pour 10 000 habitants*	2018	10	7	10	11				
	Équipements jeunesse et petite enfance pour 10 000 habitants*	2018	20	18	13	13				
	Équipements de santé pour 10 000 habitants*	2018	4	2	5	4				
	Équipements sportifs pour 10 000 habitants*	2018	5	8	3	4				
	Équipements de services (administratif, sociaux, police) pour 10 000 habitants*	2018	4	3	3	2				
	Équipements en faveur de l'emploi pour 10 000 habitants*	2018	2	2	2	1				
Espace public	Surface bâtie	2016	52%	22%	49%	30%				
	Nombre de m² d'espaces verts par habitants	2015	0,8	6,8	2,3	11,4				
	Taux de végétation de l'espace public	2017	5%	17%	7%	24%				

3/ DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI										
Emploi et insertion professionnelle	Part des actifs âgés de 15-64 ans en emploi	2014	76%	72%	81%	77%	-2,4	↘	1,1	↗
	Part des femmes actives âgées de 15-64 ans en emploi	2014	73%	71%	79%	75%	-4,2	↘	1,7	↗
	Part des actifs de 15 ans ou plus salariés précaires	2014	22%	16%	15%	14%	1,0	→	0,0	→
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC / population active	2014	23%	25%	19%	16%	-1,3%	↘	21,8%	↗
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC jeunes (-25 ans)	2014	8%	9%	6%	6%	-0,7	→	-1,5	↘
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC seniors (50 ans ou plus)	2014	25%	27%	19%	19%	6,6	↗	0,7	→
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC étrangers	2014	27%	33%	23%	23%	-2,0	↘	2,6	↗
Tissu économique	Nombre d'emplois estimés	2016	1 276	53 844	103 046	1 861 423				
	Densité d'emplois salariés (à l'hectare)	2016	147	76	356	177				
	Nombre d'établissements	2016	318	5 296	12 496	212 587				
	Part des établissements créés depuis 18 mois	2016	7%	7%	9%	8%				
	Indicateur de mixité fonctionnelle en m² (activité/logement)	2016	5,2	3,2	1,6	1,7	0,6%	→	0,1%	→
	Nombre de commerces pour 1.000 habitants*	2017	16	11	39	28			-0,3%	→
	Part des locaux commerciaux vacants*	2017	13%	14%	12%	9%	13,0	↗	0,2	→
	Part des locaux commerciaux alimentaires*	2017	11%	14%	9%	9%				
Part des locaux commerciaux qui ont changé d'activités*	2017	26%			21%					

Sources : Insee, recensements 2009 et 2014; RPLS 2016; CAF de Paris 2012 et 2016; Insee, Filosofi 2014; Pôle emploi 2009 et 2014; Sirene 2016; Rectorat de Paris 2016; Apur BCom 2011 et 2017; Apur, image proche infrarouge MNE-MNT 2015 Interaltas, Ville de Paris. Les évolutions s'expriment sur une durée de 5 ans en points ou en taux d'évolution (%).

* Dans un rayon de 300 mètres autour du quartier

QVA Saint-Maur - Parmentier

Le quartier de veille active compte 5 300 habitants, ce qui représente **une densité de population importante** (530 habitants par hectare) **en baisse sur la période récente** (-8 % d'habitants entre 2009 et 2014). Les habitants âgés de moins de 25 ans sont moins nombreux (25 % ; -2 points), tout comme **les habitants de nationalité étrangère dont la proportion a particulièrement baissé** (21 % ; -10 points). Si les foyers à bas revenus sont moins présents dans le quartier qu'en moyenne (16 % des foyers contre 26 % dans les QP), leur proportion a légèrement augmenté sur la période récente (+1,5 points entre 2012 et 2016).

Le taux d'activité a légèrement augmenté sur la période (82 % ; +1 point entre 2009 et 2014), en particulier le taux d'activité des femmes (80 % ; +2,5 points). **La population active exerce majoritairement une profession de cadre ou une profession intellectuelle supérieure** (46 % contre 47 % à Paris) et la part d'actifs exerçant une profession d'ouvriers et d'employés diminue (25 % ; -9 points).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a augmenté moins rapidement qu'en moyenne à Paris (730 demandeurs d'emploi catégorie ABC,

soit +17 % depuis 2009 contre +22 % à Paris). Si la part des jeunes en difficultés d'insertion professionnelle est plus faible qu'en moyenne dans les quartiers prioritaires (11 % contre 17 %), celle-ci a progressé depuis 2009 (+2 points).

Le quartier est essentiellement composé d'habitat privé : 47 % des résidences principales sont occupées par des locataires du parc privé, 40 % par des propriétaires et 7 % par des locataires du parc social. Le parc de logements est davantage marqué par des situations de mal-logement : **14 % des foyers sont en situation de mal-logement** (11 % en moyenne dans les QP), bien que la part ait fortement baissé (-7 points entre 2009 et 2014). Le quartier compte par ailleurs des ménages habitant le quartier depuis moins de 2 ans plus nombreux (16 % des ménages contre 10 % dans les QP), ce qui traduit **une mobilité résidentielle plus forte**. **340 nouveaux logements sociaux ont été financés entre 2001 et 2017** principalement en construction neuve, dont 210 correspondent à des logements familiaux.

En résumé

Les indicateurs font état d'une réduction des écarts socio-économiques entre le quartier de veille active et le reste du territoire parisien entre 2009 et 2014 : une évolution de la structure des actifs caractérisée par l'augmentation de la part des cadres, un nombre de demandeurs d'emploi qui augmente moins qu'à Paris, une baisse de la population de nationalité étrangère, une hausse du taux d'activité notamment pour les femmes, une baisse des foyers en situation de mal-logement. Le quartier de veille conserve toutefois des problématiques spécifiques telles que la présence de foyers à bas revenus qui progresse tout comme la part des jeunes en difficultés d'insertion professionnelle, bien que les proportions soient inférieures à celles constatées en moyenne dans les quartiers prioritaires.

QVA SAINT-MAUR - PARMENTIER

		Année	QVA	Ensemble des QPV	10 ^e	Paris	Évolution QVA		Évolution Paris	
1/ POPULATION ET COHESION SOCIALE										
Démographie	Superficie (en hectare, y compris les bois)	2017	10	706	289	10 538				
	Nombre d'habitants	2014	5 316	172 343	92 228	2 220 445	-7,9%	↘	-0,6%	→
	Densité de population (à l'hectare)	2014	519	244	319	211				
	Part des habitants de moins de 25 ans	2014	25%	32%	27%	28%	-2,4	↘	-0,1	→
	Part des habitants de plus de 65 ans	2014	11%	13%	11%	16%	1,8	↗	1,5	↗
	Part des cadres parmi les actifs	2014	46%	23%	48%	47%	8,1	↗	1,9	↗
	Part des employés/ouvriers parmi les actifs	2014	25%	49%	23%	25%	-9,0	↘	-2,1	↘
	Part de la population sans diplôme parmi les non scolarisés	2014	22%	38%	20%	20%	-11,6	↘	-3,1	↘
	Part des familles monoparentales	2014	27%	39%	27%	29%	2,0	↗	0,7	→
	Part des familles monoparentales fragiles	2014	10%	26%	10%	12%	-4,3	↘	0,0	→
Part des familles nombreuses (3 enfants ou plus)	2014	12%	23%	17%	17%	-4,8	↘	-0,1	→	
Part des étrangers dans la population	2014	21%	21%	17%	15%	-10,4	↘	-0,4	→	
Revenus	Part des foyers à bas revenu	2016	16%	26%	14%	12%	1,5	↗	0,6	→
	Part des ménages comprenant un allocataire du RSA	2016	7%	12%	7%	5%	0,4	→	0,1	→
	Nombre d'allocataires de l'AAH	2016	68	4 548	1 135	27 145	13,3%	↗	1,9%	↗
	Nombre de bénéficiaires CMU-C	2014	428	22 872	6 211	122 974	-41,5%	↘	-19,1%	↘
Éducation et jeunesse	Part des collégiens inscrits dans un établissement public	2016	77%	86%						
	Part des lycéens inscrits dans un établissement public	2016	81%	89%						
	Taux de réussite au DNB	2016	88%	78%						
	Part des jeunes de 16 à 25 ans ni en emploi ni en étude	2014	11%	17%	10%	9%	2,4	↗	0,5	→
	Part des jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés sans diplôme	2014	7%	9%	4%	4%	-3,5	↘	-1,0	↘

2/ CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN										
Parc de logements	Nombre de logements	2014	3 621	82 586	58 476	1 362 182	-2,6%	↘	0,7%	→
	Part des résidences du parc privé	2014	47%	23%	47%	44%	-1,1	↘	-0,8	→
	Part des résidences du parc social	2014	7%	61%	10%	18%	3,7	↗	1,0	↗
	Part des résidences propriétaires	2014	40%	13%	37%	33%	8,2	↗	0,2	→
	Part des logements sociaux SRU parmi les résidences principales	2015	9%	66%	14%	19%	2,4	↗	3,3	↗
	Part des demandeurs d'un logement social	2015	15%	22%	13%	11%	2,8	↗	3,2	↗
	Part des foyers en situation de mal-logement	2014	14%	11%	11%	9%	-6,6	↘	-1,1	↘
	Part des logements sociaux dont le loyer est <6€/m²	2016	4%	26%	9%	18%				
	Part des ménages résidant dans leur logement depuis -2 ans	2014	16%	10%	17%	15%	-3,8	↘	-0,4	→
Densité d'équipements	Équipements culturels pour 10 000 habitants*	2018	9	7	10	11				
	Équipements jeunesse et petite enfance pour 10 000 habitants*	2018	13	18	13	13				
	Équipements de santé pour 10 000 habitants*	2018	4	2	5	4				
	Équipements sportifs pour 10 000 habitants*	2018	3	8	3	4				
	Équipements de services (administratif, sociaux, police) pour 10 000 habitants*	2018	4	3	3	2				
	Équipements en faveur de l'emploi pour 10 000 habitants*	2018	2	2	2	1				
Espace public	Surface bâtie	2016	56%	22%	49%	30%				
	Nombre de m² d'espaces verts par habitants	2015	1,1	6,8	2,3	11,4				
	Taux de végétation de l'espace public	2017	6%	17%	7%	24%				

3/ DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI										
Emploi et insertion professionnelle	Part des actifs âgés de 15-64 ans en emploi	2014	82%	72%	81%	77%	1,3	↗	1,1	↗
	Part des femmes actives âgés de 15-64 ans en emploi	2014	80%	71%	79%	75%	2,5	↗	1,7	↗
	Part des actifs de 15 ans ou plus salariés précaires	2014	19%	16%	15%	14%	-0,7	→	0,0	→
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC / population active	2014	22%	25%	19%	16%	17,7%	↗	21,8%	↗
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC jeunes (-25 ans)	2014	5%	9%	6%	6%	-0,7	→	-1,5	↘
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC séniors (50 ans ou plus)	2014	22%	27%	19%	19%	3,8	↗	0,7	→
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC étrangers	2014	23%	33%	23%	23%	0,6	→	2,6	↗
Tissu économique	Nombre d'emplois estimés	2016	1 783	53 844	103 046	1 861 423				
	Densité d'emplois salariés (à l'hectare)	2016	174	76	356	177				
	Nombre d'établissements	2016	476	5 296	12 496	212 587				
	Part des établissements créés depuis 18 mois	2016	11%	7%	9%	8%				
	Indicateur de mixité fonctionnelle en m² (activité/logement)	2016	3,6	3,2	1,6	1,7	0,7%	→	0,1%	→
	Nombre de commerces pour 1.000 habitants*	2017	26	11	39	28			-0,3%	→
	Part des locaux commerciaux vacants*	2017	13%	14%	12%	9%	-1,7	↘	0,2	→
	Part des locaux commerciaux alimentaires*	2017	10%	14%	9%	9%				
Part des locaux commerciaux qui ont changé d'activités*	2017	24%			21%					

Sources : Insee, recensements 2009 et 2014; RPLS 2016; CAF de Paris 2012 et 2016; Insee, Filosofi 2014; Pôle emploi 2009 et 2014; Sirene 2016; Rectorat de Paris 2016; Apur BDCOM 2011 et 2017; Apur, image proche infrarouge MNE-MNT 2015 Interaltas, Ville de Paris. Les évolutions s'expriment sur une durée de 5 ans en points ou en taux d'évolution (%).

* Dans un rayon de 300 mètres autour du quartier

QVA Grange-aux-Belles

Le quartier de veille active compte 8 400 habitants, ce qui représente **une densité de population importante** (340 habitants par hectare) **en baisse sur la période récente** (-8 % d'habitants entre 2009 et 2014). Si la proportion d'habitants âgés de moins de 25 ans baisse parmi les habitants (-2 points), celle des **plus de 65 ans augmente** dans le quartier (+4 points). La part des familles monoparentales a particulièrement baissé sur la période passant de 36 % en 2009 à 29 % en 2014.

Le taux d'activité est comparable à celui de l'ensemble du territoire parisien (78 %). **La population active exerce majoritairement une profession de cadre et une profession intellectuelle supérieure** (44 % contre 47 % à Paris) et la part d'actifs exerçant une profession d'ouvriers et d'employés recule (24 % ; -10 points).

En 2014, Pôle emploi comptabilise 1 000 demandeurs d'emploi (catégorie ABC), un nombre qui augmente dans les mêmes proportions qu'en moyenne à Paris (+22 %). Parmi eux, la part des jeunes de moins de 25 ans a augmenté (+2 points), une tendance qui s'accompagne d'**une hausse de la part des jeunes ni en étude ni en emploi** (+3 points).

Le quartier est composé d'**un habitat privé dominant** (4 300 résidences principales) avec 43 % des résidences principales occupées par un locataire du parc privé, 29 % par un prioritaire et 24 % par des locataires du parc social. **Entre 2001 et 2017, 420 nouveaux logements sociaux ont été financés** dans le quartier principalement en acquisition sans travaux (400 logements familiaux et 20 logements de résidences étudiantes).

En résumé

Les indicateurs font état d'une réduction des écarts socio-économiques entre le quartier de veille active et le reste du territoire parisien entre 2009 et 2014 : une évolution de la structure des actifs caractérisée par l'augmentation de la part des cadres, un nombre de demandeurs d'emploi qui augmente dans les mêmes proportions qu'à Paris, une baisse de la part des familles monoparentales. Le quartier de veille conserve toutefois des problématiques spécifiques telles qu'un vieillissement de la population et une hausse de la part des jeunes en difficultés d'insertion professionnelle.

QVA GRANGE-AUX-BELLES (10^e)

		Année	QVA	Ensemble des QPV	10 ^e	Paris	Évolution QVA		Évolution Paris	
1/ POPULATION ET COHESION SOCIALE										
Démographie	Superficie (en hectare, y compris les bois)	2017	25	706	289	10 538				
	Nombre d'habitants	2014	8 436	172 343	92 228	2 220 445	-7,7%	↘	-0,6%	→
	Densité de population (à l'hectare)	2014	342	244	319	211				
	Part des habitants de moins de 25 ans	2014	27%	32%	27%	28%	-2,3	↘	-0,1	→
	Part des habitants de plus de 65 ans	2014	14%	13%	11%	16%	3,6	↗	1,5	↗
	Part des cadres parmi les actifs	2014	44%	23%	48%	47%	7,0	↗	1,9	↗
	Part des employés/ouvriers parmi les actifs	2014	24%	49%	23%	25%	-9,8	↘	-2,1	↘
	Part de la population sans diplôme parmi les non scolarisés	2014	23%	38%	20%	20%	-8,2	↘	-3,1	↘
	Part des familles monoparentales	2014	29%	39%	27%	29%	-6,7	↘	0,7	→
	Part des familles monoparentales fragiles	2014	11%	26%	10%	12%	-6,4	↘	0,0	→
Part des familles nombreuses (3 enfants ou plus)	2014	20%	23%	17%	17%	0,2	→	-0,1	→	
Part des étrangers dans la population	2014	16%	21%	17%	15%	-0,5	→	-0,4	→	
Revenus	Part des foyers à bas revenu	2016	16%	26%	14%	12%	0,1	→	0,6	→
	Part des ménages comprenant un allocataire du RSA	2016	7%	12%	7%	5%	-0,1	→	0,1	→
	Nombre d'allocataires de l'AAH	2016	168	4 548	1 135	27 145	16,7%	↗	1,9%	↗
	Nombre de bénéficiaires CMU-C	2014	654	22 872	6 211	122 974	-30,4%	↘	-19,1%	↘
Éducation et jeunesse	Part des collégiens inscrits dans un établissement public	2016	73%	86%						
	Part des lycéens inscrits dans un établissement public	2016	75%	89%						
	Taux de réussite au DNB	2016	82%	78%						
	Part des jeunes de 16 à 25 ans ni en emploi ni en étude	2014	15%	17%	10%	9%	3,3	↗	0,5	→
	Part des jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés sans diplôme	2014	7%	9%	4%	4%	-3,7	↘	-1,0	↘

2/ CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN										
Parc de logements	Nombre de logements	2014	4 998	82 586	58 476	1 362 182	0,8%	→	0,7%	→
	Part des résidences du parc privé	2014	43%	23%	47%	44%	7,6	↗	-0,8	→
	Part des résidences du parc social	2014	24%	61%	10%	18%	-9,2	↘	1,0	↗
	Part des résidences propriétaires	2014	29%	13%	37%	33%	7,6	↗	0,2	→
	Part des logements sociaux SRU parmi les résidences principales	2015	34%	66%	14%	19%	6,2	↗	3,3	↗
	Part des demandeurs d'un logement social	2015	13%	22%	13%	11%	3,5	↗	3,2	↗
	Part des foyers en situation de mal-logement	2014	7%	11%	11%	9%	-0,6	→	-1,1	↘
	Part des logements sociaux dont le loyer est <6€/m²	2016	12%	26%	9%	18%				
Part des ménages résidant dans leur logement depuis -2 ans	2014	13%	10%	17%	15%	1,5	↗	-0,4	→	
Densité d'équipements	Équipements culturels pour 10 000 habitants*	2018	6	7	10	11				
	Équipements jeunesse et petite enfance pour 10 000 habitants*	2018	14	18	13	13				
	Équipements de santé pour 10 000 habitants*	2018	4	2	5	4				
	Équipements sportifs pour 10 000 habitants*	2018	4	8	3	4				
	Équipements de services (administratif, sociaux, police) pour 10 000 habitants*	2018	2	3	3	2				
	Équipements en faveur de l'emploi pour 10 000 habitants*	2018	1	2	2	1				
Espace public	Surface bâtie	2016	48%	22%	49%	30%				
	Nombre de m² d'espaces verts par habitants	2015	3,4	6,8	2,3	11,4				
	Taux de végétation de l'espace public	2017	12%	17%	7%	24%				

3/ DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI										
Emploi et insertion professionnelle	Part des actifs âgés de 15-64 ans en emploi	2014	78%	72%	81%	77%	0,2	→	1,1	↗
	Part des femmes actives âgées de 15-64 ans en emploi	2014	76%	71%	79%	75%	1,2	↗	1,7	↗
	Part des actifs de 15 ans ou plus salariés précaires	2014	15%	16%	15%	14%	-0,4	→	0,0	→
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC / population active	2014	22%	25%	19%	16%	22,5%	↗	21,8%	↗
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC jeunes (-25 ans)	2014	8%	9%	6%	6%	1,9	↗	-1,5	↘
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC séniors (50 ans ou plus)	2014	22%	27%	19%	19%	3,1	↗	0,7	→
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC étrangers	2014	21%	33%	23%	23%	2,2	↗	2,6	↗
Tissu économique	Nombre d'emplois estimés	2016	5 714	53 844	103 046	1 861 423				
	Densité d'emplois salariés (à l'hectare)	2016	232	76	356	177				
	Nombre d'établissements	2016	408	5 296	12 496	212 587				
	Part des établissements créés depuis 18 mois	2016	10%	7%	9%	8%				
	Indicateur de mixité fonctionnelle en m² (activité/logement)	2016	1,9	3,2	1,6	1,7	0,2%	→	0,1%	→
	Nombre de commerces pour 1.000 habitants*	2017	17	11	39	28			-0,3%	→
	Part des locaux commerciaux vacants*	2017	13%	14%	12%	9%	-0,2	→	0,2	→
	Part des locaux commerciaux alimentaires*	2017	10%	14%	9%	9%				
Part des locaux commerciaux qui ont changé d'activités*	2017	21%			21%					

Sources : Insee, recensements 2009 et 2014; RPLS 2016; CAF de Paris 2012 et 2016; Insee, Filosofi 2014; Pôle emploi 2009 et 2014; Sirene 2016; Rectorat de Paris 2016; Apur BDCOM 2011 et 2017; Apur, image proche infrarouge MNE-MNT 2015 Interaltas, Ville de Paris. Les évolutions s'expriment sur une durée de 5 ans en points ou en taux d'évolution (%).

* Dans un rayon de 300 mètres autour du quartier

3.

Secteur Les Portes Ouest 10^e

Situé au sud-ouest du 10^e arrondissement, le secteur est constitué du quartier de veille active des Portes Ouest. Le quartier se compose d'une partie plus favorisée à la frontière du 9^e arrondissement et d'une partie plus touchée par des poches de précarité diffuses.

Les indicateurs font état d'une réduction générale des écarts socio-économiques entre le quartier de veille active et le reste du territoire parisien entre 2009 et 2014: une évolution de la structure des actifs caractérisée par l'augmentation de la part des cadres, une baisse de la part des habitants sans diplôme, un nombre de demandeurs d'emploi qui augmente moins qu'à Paris, une baisse de la part des familles monoparentales et des familles nombreuses, une baisse de la population étrangère, une hausse du taux d'activité, une baisse de la part des jeunes en difficultés d'insertion professionnelle. Le quartier de veille active conserve toutefois des problématiques spécifiques liées à la composition du parc essentiellement privé telles que le mal-logement.

Des écarts démographiques avec le territoire parisien en baisse

Le quartier compte **19 000 résidents, une population en baisse** (-4,5 % entre 2009 et 2014), notamment la population jeune (-2 points) et les habitants de nationalité étrangère (-5 points). Parmi les foyers, les familles monoparentales et les familles nombreuses sont moins présentes dans ce quartier (-4 points et -2 points), tout comme les foyers à bas revenus dont la proportion est proche de celle constatée sur l'ensemble du territoire parisien (13 % vs 12 % à Paris).

Le taux d'activité des habitants du quartier est supérieur à celui constaté à Paris (84 %), un taux en hausse de +3 points depuis 2009 en particulier pour les femmes (+4 points). La moitié des actifs sont cadres (51 % vs 47 % à Paris). En termes d'insertion professionnelle, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi augmente moins rapidement qu'en moyenne à Paris (2 250 demandeurs d'emploi catégorie ABC, soit +16 % entre 2009 et 2014 contre +22 % à Paris). La proportion de **jeunes en difficultés d'insertion professionnelle a également baissé** sur la période et est désormais similaire à celle du territoire parisien (9 % de jeunes ni en étude ni en emploi).

COLLÈGES SITUÉS DANS LA CARTE SCOLAIRE DU SECTEUR

	Effectif total		Part de PCS défavorisées		Part de boursiers		Taux réussite au DNB	
	2013	2017	2013	2017	2013	2016	2013	2017
Collège Bernard Palissy	402	325	32%	33%	29%	26%	69%	80%
Collège Louise Michel	502	555	26%	14%	20%	18%	72%	80%
QP ou - 300 m d'un QP	15064	14355	36%	36%	40%	39%	71%	83%
Paris	84720	83474	14%	14%	18%	18%	86%	90%

Source : Rectorat de Paris (2013, 2016, 2017)

Note : les PCS défavorisées correspondent aux élèves dont la personne de référence est de PCS ouvrier, retraité ouvrier et employé, inactif (chômeur n'ayant jamais travaillé, personne sans activité professionnelle)



© Apur - Arnaud Dubois Fresney

RUE FAUBOURG SAINT-DENIS (LES PORTES OUEST, 10^e)



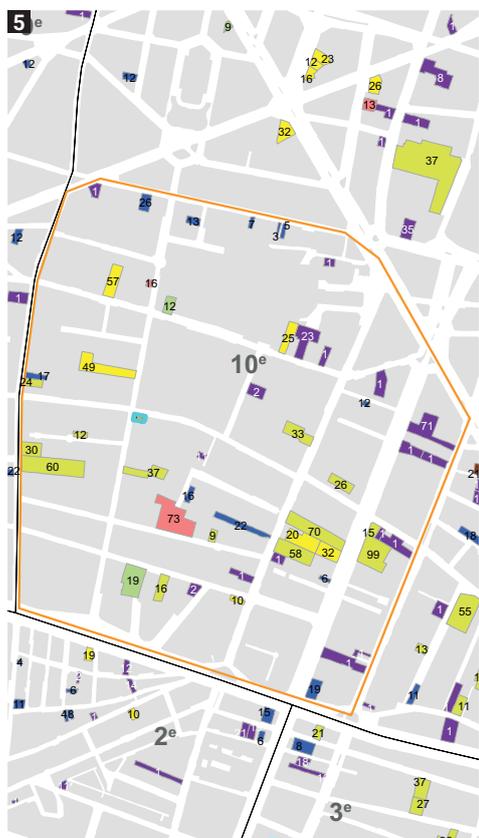
Un habitat privé dominant marqué par une problématique de mal-logement

Le quartier compte 9 900 résidences principales, **essentiellement composées d'un habitat privé** : 48 % des résidences principales sont occupées par des locataires du parc privé, 41 % par des propriétaires et 4 % par des locataires du parc social essentiellement géré par la RIVP. Entre 2001 et 2017, 780 nouveaux logements sociaux ont été financés (570 logements familiaux, 60 logements de foyers de jeunes travailleurs et 55 logements de foyers de travailleurs migrants). La moitié d'entre eux ont été financés par acquisition avec réhabilitation (47 %) et un tiers par construction neuve (31 %). **La mobilité résidentielle est plus importante** dans le quartier qu'à Paris : 17 % des ménages résident dans leur logement depuis moins de 2 ans (contre 15 % à Paris). Le quartier est toutefois confronté à une problé-

matique de **parc privé dégradé**. Parmi l'ensemble des ménages 11 % sont des **foyers en situation de mal-logement**, une part en baisse depuis 2009 qui reste plus importante qu'à Paris (9 %).

Des élèves de catégories sociales favorisées plus nombreux

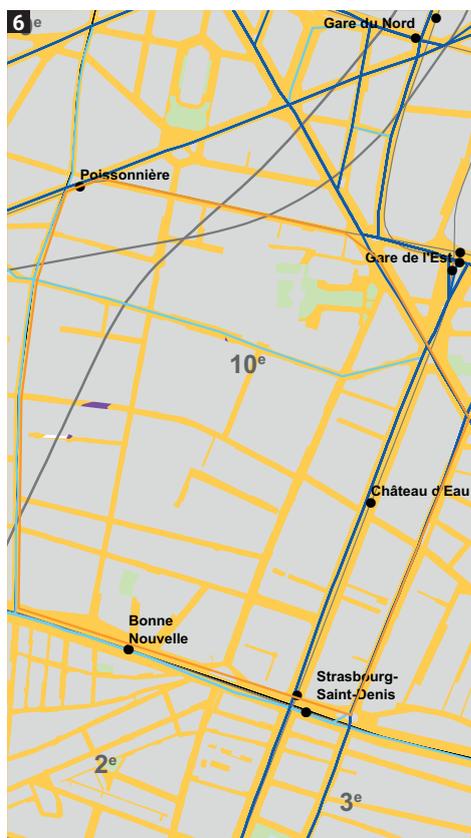
Le quartier compte 680 collégiens et 530 lycéens, dont une majorité issue de catégories sociales favorisées (58 %). La majorité d'entre eux sont scolarisés dans un établissement public (73 % des collégiens et 76 % des lycéens). Deux collèges font partie de la sectorisation du périmètre : le collège Bernard Palissy (325 élèves) et le collège Louise Michel (555 élèves). Ces deux établissements accueillent un nombre plus faible d'élèves boursiers qu'en moyenne dans les quartiers prioritaires (26 % et 18 % contre 39 %).



5 LOGEMENTS SOCIAUX PAR CATÉGORIE DE PROPRIÉTAIRE

- Adoma
- Batigère
- Habitat Social Français
- Immobilière 3F
- Logement Francilien
- Paris Habitat
- Rivp
- Sablère
- Sageco, Efidis
- Sgim, Semidep, Elogie
- Siemp
- Autres bailleurs

Source : RPLS Version Loi 01/01/2017



6 ACCESSIBILITÉ DES GARES ET STATIONS DU RÉSEAU TC LOURD

- gare RER et Transilien
- station de métro
- station de tramway
- bus mobilien et noctilien
- autre bus
- accessibilité réelle à 500 m (soit 7 mn à pied)
- accessibilité réelle à 1 km (soit 15 mn à pied)

Source : STIF - 2017, BDTopo IGN - 2016

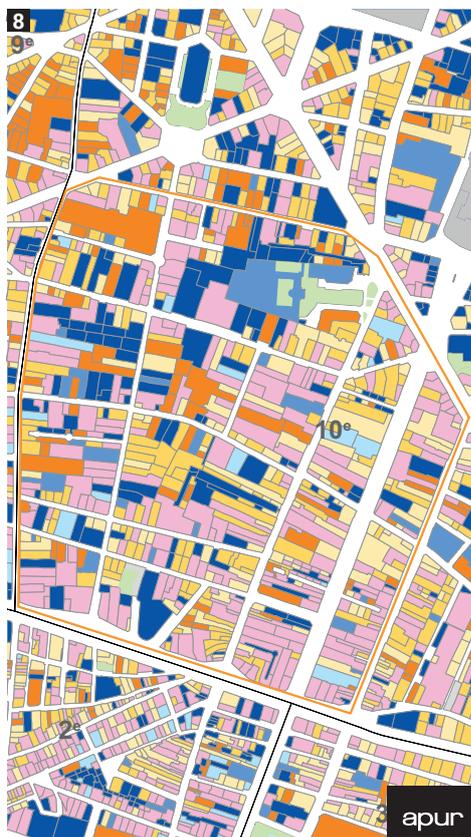


7 RÉPARTITION DE LA VÉGÉTATION

Hauteur de la végétation

- plus de 10 m
- de 1 à 10 m
- moins de 1 m

Source : Apur photo proche infrarouge - MNE - MNT 2015 - © Aérodata



8 MIXITÉ ACTIVITÉ / LOGEMENT

Dominante activité

- 90 à 100 %
- 80 à 90 %
- 70 à 80 %

Dominante logement

- 90 à 100 %
- 80 à 90 %
- 70 à 80 %
- pas de dominante
- espace vert, cimetière
- aire de stockage, voie ferrée...

Sources : MAGIC DGFiP 2013-2016, DRIEA 2013



De nombreux équipements culturels mais peu de structures associatives

La densité d'équipements du quartier dans un rayon de 300 mètres est similaire à la moyenne parisienne (38 équipements pour 10 000 habitants). Le quartier et ses alentours accueillent **plusieurs structures culturelles** : théâtres, galeries, cafés-concerts, cinémas, boîtes de nuit, ainsi que la médiathèque municipale Françoise Sagan. **Plusieurs équipements d'hébergement pour les personnes en difficulté** y sont aussi implantés.

Si le tissu associatif est peu dense, le quartier et ses alentours concentrent toutefois plusieurs structures pour favoriser l'apprentissage du français des habitants (centre social et culturel Paris des Faubourgs, cours municipaux pour adultes, Afrique Conseil, Association Espace Universel, etc.). Pour favoriser l'accès aux droits, la médiathèque Sagan a développé une offre en matière d'inclusion numérique.

Une forte densité commerciale et des mouvements d'activités

Dans un rayon de 300 mètres autour du secteur, on dénombre **une forte densité commerciale (49 locaux pour 1 000 habitants contre 28 à Paris)**, notamment le long de la rue du Faubourg Poissonnière, de la rue du Faubourg Saint-Denis et de la rue du Faubourg Saint-Martin. La faible présence de logements sociaux engendre des problématiques pour l'implantation d'activités en rez-de-chaussée (commerces ou acteurs associatifs).

Les activités de commerces de gros sont surreprésentées dans le secteur (26 % des locaux contre 16 % à Paris). Si les locaux de petite taille (moins de 50 m²) sont majoritaires, plusieurs locaux sont plus grands : des supérettes dont la taille est comprise entre 200 et 270 m² (Monop' et Carrefour City) et de locaux dont la surface est supérieure à 1 000 m² à proximité directe du quar-

tier (Aubert et Gibert Jeune). Plusieurs commerces de salons de coiffure et manucures éthiques sont implantés dans le quartier. **La vacance commerciale est plus élevée** (12 % des locaux contre 9 % à Paris) et progresse entre 2014 et 2017 (+ 33 locaux vacants). Entre 2014 et 2017, **les changements d'activités ont concerné 27 % des commerces** (21 % des commerces à Paris). Si les commerces de gros sont moins nombreux (-130 locaux), d'autres types de commerces se développent, tournés davantage vers une clientèle de catégorie sociale supérieure.

Un secteur bien desservi et des problématiques d'espace public

Le secteur dispose d'**une bonne desserte en transports en commun lourds** : 4 stations de métro sont à l'intérieur du secteur (4, 7, 8, 9) et la Gare de l'Est est à proximité directe. La quasi-totalité du secteur se trouve à moins de 7 minutes à pied d'une station de métro. **Très peu d'espaces verts** sont présents dans le secteur : seul 4 % de l'espace public est végétalisé. On compte quelques espaces verts : le square Alban Satragne et le Jardin Saint-Lazare au nord-est, et le jardin Yilmaz Güney au sud.

Le quartier rencontre **des difficultés autour de l'usage de l'espace public** de manière diffuse : des conflits d'usage et des problèmes de propreté existent autour de certains commerces ethniques (présence de rabatteurs). Plusieurs difficultés sont concentrées **autour de la Porte Saint-Denis, de la Poste Bonne nouvelle et de Château d'Eau** (insécurité, trafics de drogue, saleté, circulation, travail dissimulé, etc). Le secteur accueille également une très forte densité de sans-abri, à la fois dans les rues et dans les parkings et stations de métro (Strasbourg-Saint-Denis).

QVA LES PORTES OUEST (10^e)

		Année	QVA	Ensemble des QPV	10 ^e	Paris	Évolution QVA		Évolution Paris	
1/ POPULATION ET COHESION SOCIALE										
Démographie	Superficie (en hectare, y compris les bois)	2017	54	706	289	10 538				
	Nombre d'habitants	2014	18 932	172 343	92 228	2 220 445	-4,5%	↘	-0,6%	→
	Densité de population (à l'hectare)	2014	353	244	319	211				
	Part des habitants de moins de 25 ans	2014	26%	32%	27%	28%	-2,0	↘	-0,1	→
	Part des habitants de plus de 65 ans	2014	9%	13%	11%	16%	0,9	→	1,5	↗
	Part des cadres parmi les actifs	2014	51%	23%	48%	47%	5,0	↗	1,9	↗
	Part des employés/ouvriers parmi les actifs	2014	22%	49%	23%	25%	-7,0	↘	-2,1	↘
	Part de la population sans diplôme parmi les non scolarisés	2014	17%	38%	20%	20%	-9,7	↘	-3,1	↘
	Part des familles monoparentales	2014	20%	39%	27%	29%	-4,3	↘	0,7	→
	Part des familles monoparentales fragiles	2014	6%	26%	10%	12%	-2,2	↘	0,0	→
Part des familles nombreuses (3 enfants ou plus)	2014	15%	23%	17%	17%	-2,1	↘	-0,1	→	
Part des étrangers dans la population	2014	16%	21%	17%	15%	-4,7	↘	-0,4	→	
Revenus	Part des foyers à bas revenu	2016	13%	26%	14%	12%	-0,2	→	0,6	→
	Part des ménages comprenant un allocataire du RSA	2016	6%	12%	7%	5%	0,0	→	0,1	→
	Nombre d'allocataires de l'AAH	2016	227	4 548	1 135	27 145	-1,7%	↘	1,9%	↗
	Nombre de bénéficiaires CMU-C	2014	1 137	22 872	6 211	122 974	-34,0%	↘	-19,1%	↘
Éducation et jeunesse	Part des collégiens inscrits dans un établissement public	2016	73%	86%						
	Part des lycéens inscrits dans un établissement public	2016	76%	89%						
	Taux de réussite au DNB	2016	92%	78%						
	Part des jeunes de 16 à 25 ans ni en emploi ni en étude	2014	9%	17%	10%	9%	-1,0	→	0,5	→
	Part des jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés sans diplôme	2014	3%	9%	4%	4%	-3,6	↘	-1,0	↘

2/ CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN										
Parc de logements	Nombre de logements	2014	12 396	82 586	58 476	1 362 182	3,3%	↗	0,7%	→
	Part des résidences du parc privé	2014	48%	23%	47%	44%	2,7	↗	-0,8	→
	Part des résidences du parc social	2014	4%	61%	10%	18%	-1,0	↘	1,0	↗
	Part des résidences propriétaires	2014	41%	13%	37%	33%	6,5	↗	0,2	→
	Part des logements sociaux SRU parmi les résidences principales	2015	7%	66%	14%	19%	3,1	↗	3,3	↗
	Part des demandeurs d'un logement social	2015	12%	22%	13%	11%	2,8	↗	3,2	↗
	Part des foyers en situation de mal-logement	2014	11%	11%	11%	9%	-3,8	↘	-1,1	↘
	Part des logements sociaux dont le loyer est <6€/m²	2016	5%	26%	9%	18%				
	Part des ménages résidant dans leur logement depuis -2 ans	2014	17%	10%	17%	15%	-2,2	↘	-0,4	→
Densité d'équipements	Équipements culturels pour 10 000 habitants*	2018	13	7	10	11				
	Équipements jeunesse et petite enfance pour 10 000 habitants*	2018	10	18	13	13				
	Équipements de santé pour 10 000 habitants*	2018	4	2	5	4				
	Équipements sportifs pour 10 000 habitants*	2018	2	8	3	4				
	Équipements de services (administratif, sociaux, police) pour 10 000 habitants*	2018	2	3	3	2				
	Équipements en faveur de l'emploi pour 10 000 habitants*	2018	1	2	2	1				
Espace public	Surface bâtie	2016	61%	22%	49%	30%				
	Nombre de m² d'espaces verts par habitants	2015	1,1	6,8	2,3	11,4				
	Taux de végétation de l'espace public	2017	4%	17%	7%	24%				

3/ DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI										
Emploi et insertion professionnelle	Part des actifs âgés de 15-64 ans en emploi	2014	84%	72%	81%	77%	3,0	↗	1,1	↗
	Part des femmes actives âgés de 15-64 ans en emploi	2014	80%	71%	79%	75%	3,7	↗	1,7	↗
	Part des actifs de 15 ans ou plus salariés précaires	2014	14%	16%	15%	14%	-0,7	→	0,0	→
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC / population active	2014	19%	25%	19%	16%	16,1%	↗	21,8%	↗
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC jeunes (-25 ans)	2014	6%	9%	6%	6%	0,3	→	-1,5	↘
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC séniors (50 ans ou plus)	2014	23%	27%	19%	19%	6,9	↗	0,7	→
	Part des demandeurs d'emploi catégorie ABC étrangers	2014	22%	33%	23%	23%	1,1	↗	2,6	↗
Tissu économique	Nombre d'emplois estimés	2016	29 018	53 844	103 046	1 861 423				
	Densité d'emplois salariés (à l'hectare)	2016	540	76	356	177				
	Nombre d'établissements	2016	4 415	5 296	12 496	212 587				
	Part des établissements créés depuis 18 mois	2016	9%	7%	9%	8%				
	Indicateur de mixité fonctionnelle en m² (activité/logement)	2016	1,1	3,2	1,6	1,7	0,1%	→	0,1%	→
	Nombre de commerces pour 1.000 habitants*	2017	49	11	39	28			-0,3%	→
	Part des locaux commerciaux vacants*	2017	12%	14%	12%	9%	0,9	→	0,2	→
	Part des locaux commerciaux alimentaires*	2017	6%	14%	9%	9%				
Part des locaux commerciaux qui ont changé d'activités*	2017	27%			21%					

Sources : Insee, recensements 2009 et 2014; RPLS 2016; CAF de Paris 2012 et 2016; Insee, Filosofi 2014; Pôle emploi 2009 et 2014; Sirene 2016; Rectorat de Paris 2016; Apur BDCOM 2011 et 2017; Apur, image proche infrarouge MNE-MNT 2015 Interaltas, Ville de Paris. Les évolutions s'expriment sur une durée de 5 ans en points ou en taux d'évolution (%).

* Dans un rayon de 300 mètres autour du quartier



© Apur - Arnaud Dubois Fresney

BOULEVARD DE STRASBOURG (LES PORTES OUEST, 10^e)

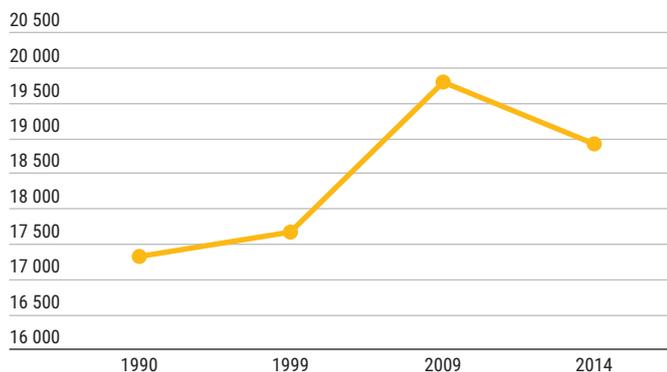


Environnement et espace public comme thèmes centraux des projets du budget participatif

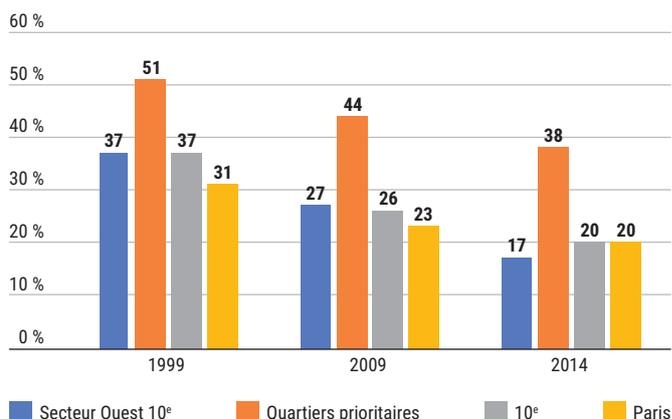
Le secteur compte **une quinzaine de réalisations découlant de projets lauréats du budget participatif** : des actions concernent l'environnement (**agriculture urbaine, végétalisation** de murs et toitures et aménagements au square Alban Satragne), d'autres privilégient **la place des piétons** (élargissement des trottoirs, suppression de voies de stationnement), la restauration de la fresque « L'ombre de l'arbre » boulevard de Strasbourg, le réaménagement du parvis de la poste Bonne nouvelle, etc. Les équipements sportifs étant rares dans le quartier, il est aussi prévu d'étendre la surface d'escalade du gymnase Marie Paradis.

Trois actions relevant de la thématique de la cohésion sociale et de la solidarité proposent de rénover les locaux de l'association Afrique Conseil et de subventionner **le centre de transformation d'invendus et d'aide alimentaire Les Restaurants du Cœur – Les Relais du Cœur de Paris**. La création d'une agora solidaire dans la chapelle de l'ancien hôpital Saint-Lazare est toujours à l'étude, au regard de la vétusté du bâtiment. Deux locaux commerciaux vont aussi être rénovés et plusieurs équipements publics vont être rendus plus accessibles.

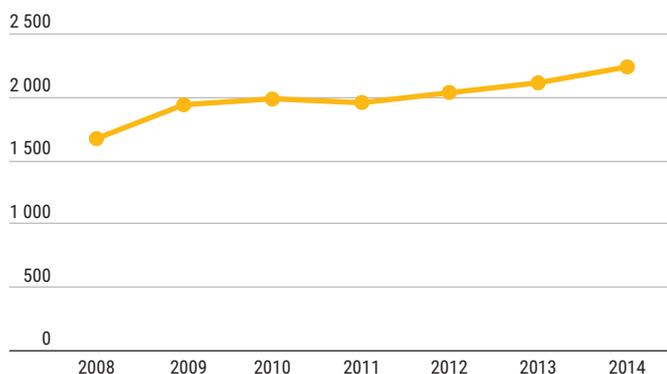
ÉVOLUTION DE LA POPULATION



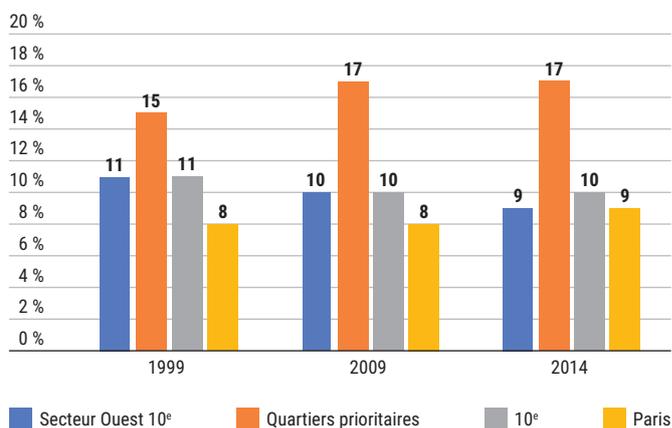
ÉVOLUTION DE LA PART DE LA POPULATION SANS DIPLÔME PARMIS LES NON SCOLARISÉS ÂGÉS DE 15 ANS OU PLUS



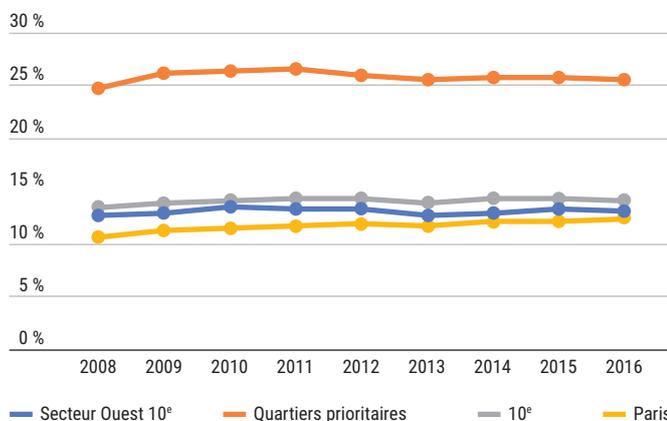
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIE A, B, C)



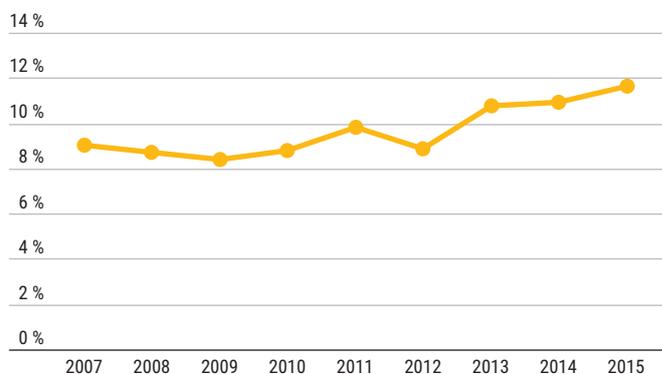
ÉVOLUTION DE LA PART DES JEUNES NI EN EMPLOI NI EN ÉTUDE PARMIS LES JEUNES ÂGÉS DE 16 À 25 ANS



ÉVOLUTION DE LA PART DES FOYERS ALLOCATAIRES À BAS REVENUS PARMIS L'ENSEMBLE DES MÉNAGES



ÉVOLUTION DE LA PART DES DEMANDEURS D'UN LOGEMENT SOCIAL PARMIS LES MÉNAGES



Sources : Insee recensements de la population, CAF de Paris, Pôle Emploi

Analyse qualitative

Contribution du Conseil Citoyen du 10^e arrondissement

Dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du Contrat de ville, il a été proposé aux Conseils Citoyens d'enrichir les analyses territoriales par des éléments qualitatifs pour apprécier la situation des quartiers et son évolution (atouts, difficultés, enjeux, etc.).

Des atouts de solidarité renforcés par le maillage associatif

Le secteur prioritaire est ancré dans **une dynamique associative**, en particulier dans le quartier de la Grange-aux-Belles. **La dimension solidaire est un atout majeur pour le secteur** avec des actions plus fréquentes, des temps de micro-rencontres qui, même si elles demandent du temps d'organisation à tous (associations, bénévoles, habitants), sont productives et permettent des rencontres nouvelles entre habitants. Cette dimension interroge le développement de la solidarité pour remédier aux manques de moyens. **Les associations des quartiers cherchent à renforcer leurs partenariats** pour la réalisation d'événements (exemple : le Village 0 déchet, le Réveillon Solidaire, les Fêtes de Quartier, la Fête de la soupe), mais aussi du fait de leur plus grande fragilité depuis deux ans. La mise en place du Budget participatif des Bailleurs sociaux donne également la voix aux habitants sur leur lieu de résidence.

Des difficultés en lien avec les emplois associatifs, les écarts sociaux et la violence

Si la situation des quartiers est restée globalement stable au cours des cinq dernières années, plusieurs difficultés se sont renforcées. **Les politiques d'emploi dans les associations se sont détériorées**, mettant en danger leur survie. **La disparition des emplois aidés continue de fragiliser les associations**, qui n'ont pas la possibilité financière de recruter des salariés (en CDI ou en CDD) et les emplois qu'elles peuvent offrir s'ouvrent plus difficilement aux jeunes sans qualification. **Les services civiques ne peuvent pas, par définition, pallier ces manques** puisque leurs postes ne sont pas des emplois. Ce dispositif demande paradoxalement des emplois supplémentaires pour un bon accomplissement des actions et des projets des jeunes volontaires.

Le secteur voit également **des écarts se creuser entre les habitants** avec, d'une part, des îlots de pauvreté constitués à certains endroits, et d'autre part, des habitants de catégories socioprofessionnelles supérieures qui viennent s'installer dans les quartiers. Ces deux populations cohabitent dans un même territoire mais ont des demandes et des besoins très différents. Ce phénomène interroge la mixité sociale, souvent décrite comme une évolution positive de la politique de la ville, mais en réalité difficile à appréhender. Ces mouvements de population posent également la question du remplacement des habitants en situation de pauvreté amenés à quitter la capitale pour trouver un logement abordable en dehors de Paris.

Par ailleurs, une situation de violence latente dans les quartiers de la Grange-aux-Belles et de Buisson Saint-Louis s'est installée avec **des rivalités marquées entre jeunes des quartiers proches et des rixes plus fréquentes.** ■

Enjeux prioritaires

Contribution de l'équipe territoriale du 10^e arrondissement

Des enjeux spécifiques à chaque territoire ont été identifiés par les équipes locales (équipes de développement local et délégués du préfet).

- ❶ **Accompagner les jeunes ni en emploi ni en étude**, en lien avec les actions de la Mission Locale de Paris à travers notamment les actions hors des murs.
- ❷ **Favoriser l'accès aux droits** (question du non-recours) au sens large (y compris les dispositifs de santé, de logement, de loisirs, de vacances, etc.).
- ❸ **Lutter contre l'évitement scolaire.**
- ❹ **Favoriser les dispositifs d'apprentissage du français**, en lien avec les acteurs associatifs véritables ressources de l'arrondissement (des petites structures qui drainent un nombre important de bénévoles et de bénéficiaires).
- ❺ **Améliorer les conditions du cadre de vie** (propreté, développement de l'usage de l'application « dans ma rue », ressenti de l'insécurité dans le quartier, etc.), qui nécessiterait une enquête habitants pour s'intéresser aux ressentis plus qu'aux actions mises en œuvre (enquête réalisée en 2018 sur le ressenti des discriminations par les habitants). ■

Les quartiers de la politique de la ville du 10^e arrondissement

ÉVALUATION À MI-PARCOURS DU CONTRAT DE VILLE DE PARIS 2015-2020 – VOLET 1

Prévue par la loi, l'évaluation du contrat de ville 2015-2020 comprend deux étapes, à mi-parcours et en fin de parcours. L'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Paris avait pour objectif de mettre à jour l'état des lieux des quartiers prioritaires parisiens, de remobiliser l'ensemble des partenaires signataires du contrat, d'orienter les interventions sur les problématiques les plus essentielles, et de se donner les moyens à l'issue du contrat de mesurer les avancées en y associant les habitants.

La mise en œuvre de l'évaluation à mi-parcours s'est déclinée en deux volets : l'analyse de l'évolution des quartiers prioritaires et de leurs enjeux (volet 1) et la construction d'un référentiel d'évaluation (volet 2). Dans le cadre du volet 1, plusieurs travaux ont été menés, dont des analyses territoriales par arrondissement.

Ce document présente l'analyse de la situation et des évolutions récentes des quartiers de la géographie prioritaire du 10^e arrondissement. Les écarts socio-démographiques entre les quartiers du 10^e arrondissement et le reste du territoire parisien se réduisent sur la période récente. Ils accueillent des catégories socioprofessionnelles supérieures plus nombreuses attirées par le parc de logements majoritairement privés. Certaines problématiques subsistent telles que la suroccupation des logements et la précarité des emplois, notamment dans le quartier prioritaire Buisson Saint-Louis - Sainte-Marthe et le quartier de veille active Grange-aux-Belles. Des problématiques liées à l'usage de l'espace public sont également marquées, en lien avec la présence de sans-abri et de centres d'hébergement d'urgence qui accueillent des populations en grandes difficultés économiques et sociales.

D'autres travaux ont été menés dans le cadre du volet 1 de l'évaluation à mi-parcours : une analyse des spécificités des quartiers de la politique de la ville parisiens par rapport aux quartiers prioritaires d'Ile-de-France et de France (cahier 1), une analyse des tendances récentes dans les quartiers prioritaires et les quartiers de veille active par rapport à l'évolution du territoire parisien (cahier 2), une analyse des quartiers en difficulté situés en dehors de la géographie prioritaire (cahier 3).

L'Apur, Atelier parisien d'urbanisme, est une association loi 1901 qui réunit autour de ses membres fondateurs, la Ville de Paris et l'État, les acteurs de la Métropole du Grand Paris. Ses partenaires sont :

